

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITM LEMI

Le Bois d'Authon
28700 Garancières-En-Beauce

Références : IC250714
Code AIOT : 0010011710

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement ITM LEMI implanté Le Bois d'Authon 28700 Garancières-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LEMI
- Le Bois d'Authon 28700 Garancières-en-Beauce
- Code AIOT : 0010011710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM Logistique Équipement de la Maison International, dénommée par la suite ITM LEMI,

exploite sur son site de Garancières-en-Beauce une plateforme logistique dédiée aux produits non alimentaires, dite « Garancières 2 ».

L'exploitation de la base « Garancières 2 » est soumise à autorisation au titre de la réglementation des installations classées, et régie par l'arrêté préfectoral n° 11710 du 26 août 2013, et l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/07/2021.

L'établissement est classé seveso seuil bas par dépassement direct d'un seuil défini à l'article R. 511-1 du Code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 1.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative - Rubrique 4320	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 1.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Situation administrative - rubrique 4440	Code de l'environnement du 21/11/2025, article L.512-8	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention des risques accidentels (foudre)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention des risques accidentels (foudre)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de	Arrêté Ministériel	Susceptible de suites	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	lutte contre l'incendie	du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22		corrective	
9	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 4.4.3 et 4.5.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Entretien annuel des séparateurs d'hydrocarbures - gestion des déchets	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 4.3.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Gestion des déchets dangereux	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 5.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
15	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Stockage des mélanges et substances visés par les rubriques 4XXX	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 2.1.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Test de fermeture des portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 6	Susceptible de suites	Sans objet
16	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé :

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...] Cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement [...].

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un état des stocks du jour.

Cet état des stocks permet de visualiser sous forme de graphique à barres le « taux d'utilisation » de l'entrepôt en pourcentage des différentes rubriques ICPE (100 % étant la quantité autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site), sans renseigner de pourcentage précis.

Cet état des stocks fait apparaître des dépassements pour les rubriques 4320 (objet du point de contrôle n°2) et 4440 (objet du point de contrôle n°3).

Constat : écart relevé, l'état des stocks fourni par l'exploitant n'est pas conforme :

- L'état des stocks ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
- L'état des stocks ne renseigne pas pour les matières dangereuses, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
- L'état des stocks ne renseigne pas pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les

stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, n'y figurent pas spécifiquement.

- l'état des stocks ne renseigne pas les quantités stockées de matières combustibles ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Situation administrative - Rubrique 4320

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4320

Prescription contrôlée :

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est située dans l'annexe confidentielle non publiable.

Annexe modifiée par courrier préfectoral du 19 juin 2023.

Constats :

Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce contrôle relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

L'état des stocks présenté le jour de l'inspection fait apparaître un dépassement de seuil de stockage autorisé pour le stockage suivant :

- Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 (rubrique 4320)

L'exploitant explique ces dépassements par une « montée en charge exceptionnelle » due à une gestion au niveau national des répartitions des marchandises entre les sites. L'exploitant explique ne pas avoir eu le choix d'accueillir ces surplus de marchandises, mais avoir fait le nécessaire pour que cela ne se reproduise plus à l'avenir.

Constat : écart relevé, dépassement de la quantité autorisée d'aérosols inflammables. L'exploitant ne respecte pas les seuils de stockage pour lesquels il a été autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Situation administrative - rubrique 4440

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2025, article L.512-8
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4440
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. [...]</p> <p><u>Article L.181-14 du Code de l'environnement :</u> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks transmis le jour de l'inspection indique un "dépassement de seuil de stockage autorisé" pour le stockage suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 (rubrique 4440) <p>L'état de stocks renseigne une quantité stockée de 2671 kg pour la rubrique 4440. Ce stockage dépasse le seuil de la déclaration (2 tonnes) pour la rubrique 4440.</p> <p>La mise à jour de l'annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2021 modifiant l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 août 2013 actée par courrier préfectoral du 19 juin 2023 indique que le projet comporte des stockages de produits visés, entre autres, par la rubrique 4440 dans des volumes inférieurs au seuil de la déclaration.</p> <p>L'augmentation de stockage relevant de la rubrique 4440 n'a pas fait l'objet d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ni d'une autorisation.</p>

<p>Constat : écart constaté, l'exploitant stocke des produits relevant de la rubrique 4440 au-dessus du seuil de la déclaration, sans y être autorisé. Cette modification n'a pas fait l'objet d'un porter-à-connaissance du préfet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en réduisant son stockage relevant de la rubrique 4440 en dessous du seuil de la déclaration • dans le cas où il souhaiterait modifier les rubriques pour lesquelles il est autorisé, en déposant un porter-à-connaissance intégrant les demandes de modifications de son tableau des installations. <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Stockage des mélanges et substances visés par les rubriques 4XXX

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 2.1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des mélanges et substances visés par les rubriques 4XXX</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :</u> Présence non autorisée de produits classés en 4801 dans la cellule 8.</p> <p><u>Visite d'inspection du 21/10/2025 :</u> Ce point a fait l'objet d'un porter-à-connaissance portant modification des conditions d'exploitation de la plateforme logistique transmis le 20 janvier 2023 en Préfecture, et qui a</p>

<p>donné lieu à un donner-acte du 19 juin 2023, mettant à jour les annexes confidentielles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2021, et autorisant par la même occasion le stockage de charbon au sein de la cellule 8, sans que la quantité totale stockée de charbon de bois sur le site ne soit changée.</p> <p>constat : absence d'écart, non-conformité levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques accidentels (foudre)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées [...] le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 13/04/2021 :</u> absence de carnet de bord complété (NC1).</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :</u> L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en présentant le carnet de bord des installations de protection contre la foudre [...]. L'inspection des installations classées constate que les dernières vérifications n'ont pas été inscrites sur le carnet de bord, et recommande à l'exploitant de veiller à sa mise à jour.</p> <p><u>Visite d'inspection du 21/10/2025 :</u> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le carnet de bord des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Constat : écart relevé, absence de carnet de bord des installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des risques accidentels (foudre)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent [...].</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :</u></p> <p>Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives figurant dans le rapport de vérification complète du 23/11/2022.</p> <p>[...] l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des protections foudre du 23/11/2022, référencé RGC27865 et réalisé par RG Consultant. Sur ce document, le prestataire indique les réserves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) n'ayant pas été fourni, l'organisme vérificateur n'a pas été en mesure de statuer sur certains points de l'installation ; -le test de la partie active des paratonnerres n°1, 3, 4, 6, 7 et 8 n'a pas pu être effectué car cela nécessite le démontage du PDA ou le PDA n'est pas accessible. Il conviendra de faire réaliser le test des paratonnerres dans l'année en cours afin de rendre le rapport de vérification recevable par l'administration ; -le TGBT est en cours de travaux, l'installation intérieure de protection contre la foudre est donc inaccessible. <p><u>Visite d'inspection du 21/10/2025 :</u></p> <p>L'exploitant fournit les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification périodique visuelle des protections foudre 2023, référence du rapport RGC 29 954, visite et rapport réalisés par RG Consultant qualifié QUALIFOUDRE ; • Vérification périodique complète des protections foudre 2024, référence du rapport RGC 30 853, visite et rapport réalisés par RG Consultant qualifié QUALIFOUDRE, visite du 18 septembre 2024.

Le premier rapport (vérification visuelle 2023) ne renseigne pas de date de visite, et fait part des remarques/réserves suivantes :

- Remarque n°1 : Le document suivant est manquant et ne nous a pas été transmis : le DOE. Sans ce document, nous ne pouvons pas statuer sur certains point de l'installation.
- Réserve n°1 : Le parafoudre demandé dans l'Etude Technique de l'ETS RENARD n°2314.A02.119.22.II devra être installé.

Ce rapport conclut sur le fait que l'installation intérieure de protection foudre (IIPF) ne répond pas aux exigences des normes de référence.

Le second rapport (vérification complète 2024) fait part des remarques/réserves suivantes :

- Remarque n°1 : Le document suivant est manquant et ne nous a pas été transmis : le DOE. Sans ce document, nous ne pouvons pas statuer sur certains point de l'installation.
- Réserve n°1 : Le test de la partie active du paratonnerre n° 7, 9 et 10 n'a pas pu être effectué car cela nécessite le démontage du PDA. Il conviendra de faire réaliser le test des paratonnerres dans l'année en cours afin de rendre le rapport de vérification recevable par l'administration.
- Réserve n°2 : Les compteur foudre est HS, il faudra remplacer le compteur.
- Réserve n°4 : Le parafoudre demandé dans l'Etude Technique de l'ETS RENARD n°2314.A02.119.22.II devra être installé.

Ce rapport conclut sur le fait que l'installation intérieure de protection foudre (IIPF) ne répond pas aux exigences des normes de référence.

Le rapport de vérification complète de 2024 indique que le site a fait l'objet d'une extension qui est maintenant en exploitation. Pour rappel, cette extension a été encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2021.

Le rapport indique que l'implantation des SPF est conforme à l'étude technique révisée avec l'extension ETS RENARD 2314.A02.119.22. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'Analyse du Risque Foudre et l'Etude Technique révisées le jour de l'inspection.

L'exploitant indique que la société RENARD serait intervenue le 10/10/2025, et que la société IMPACT FOUDRE est en intervention sur site le jour de l'inspection, afin d'effectuer les travaux nécessaires pour lever l'ensemble des réserves émises dans les rapports de vérification susmentionnés. L'exploitant indique qu'à l'issue de l'intervention d'IMPACT FOUDRE, une visite de vérification des installations sera réalisée. La date de cette visite n'a pas encore été fixée au moment de la visite d'inspection.

constat : écart relevé, les installations de protection contre la foudre ne sont pas maintenues en bon état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique réaliser une ronde mensuelle à minima, et après chaque orage, des compteurs d'impact foudre de son site.</p> <p>L'exploitant indique avoir recensé un impact en janvier 2024. Il n'a pas procédé à la vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant a fait procéder une vérification complète des installations le 18 septembre 2024 par RG Consultant (qualifié QUALIFOUDRE).</p> <p>Cette vérification fait apparaître notamment que deux compteurs de coup de foudre (pour les PDT 4b/3a et PDT 2b/3b) sont Hors Service.</p> <p>Constat : écart relevé, l'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification visuelle de ses installations de protection contre la foudre dans le mois qui suit le recensement d'un impact foudre en janvier 2024 et n'a donc pas pu s'assurer de la bonne conformité de ses installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des matériels de lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ([...] systèmes [...] d'extinction, [...] notamment) [...].</p>
<p>Constats :</p>

Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :

Le système de sprinklage présente des dysfonctionnements, il est donc demandé à l'exploitant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives.

Visite d'inspection du 20/10/2025 :

L'exploitant fournit le compte-rendu de contrôle de routine du système d'extinction de type sprinkleur du site, établi suite à la visite de contrôle réalisée le 09/07/2025 par AXIMA EQUANS - Sécurité Incendie.

Ce compte-rendu fait état de 8 non-conformités (écarts à la règle NFPA-13) et d'un risque de mise en échec du système. 49 observations ou améliorations proposées sont également indiquées de la page 25 à 28 du compte-rendu, dont la plupart font l'objet de signalement depuis plusieurs années.

Le compte-rendu indique également que le système n'a pas été laissé en ordre de marche à l'issue du contrôle.

L'exploitant fournit un certificat d'installation en service établi par AXIMA EQUANS et Sécurité Incendie en date du 16/10/2025 indiquant que "l'installation [de sprinklage] est en service, conformément aux éléments mentionnés ci-dessous, extraits du rapport semestriel de juillet 2025 ". Les éléments listés dans ce certificat font référence à 3 non-conformités et 13 observations émises dans le compte-rendu susmentionné.

Les 3 non-conformités résolues sont :

- RESEAU SPK : Fuite sur réseau enterré une partie du réseau a été isolée, postes n°1,2,7,8 non alimentés.
- GMP B1 et B2 : Armoire des GMP H.S plus de démarrage auto et manuel donc plus de protection par SPK du site non-conformité avec risque en échec de l'installation.
- GMP PI : installation à l'arrêt complet dû à une fuite sur le réseau.

Le certificat ne fait pas mention de l'état des 5 autres non-conformités.

L'exploitant remet un tableau de suivi des non conformités/observations et des actions entreprises pour la levée de ces réserves, ainsi que des bons de commande et fiches d'intervention. L'inspection constate que de nombreux points ont fait l'objet d'actions correctives.

Selon le tableau, 29 auraient été levées, 9 sont en cours de résolution, 18 ont fait l'objet de devis, et 1 sans action.

Ces actions correctives n'ont pas fait l'objet d'une vérification par un organisme de contrôle, exceptée les 3 non-conformités et 13 observations susmentionnées, ayant fait l'objet du contrôle de remise en service par AXIMA EQUANS dans son courrier du 16/10/25.

Constat : écart relevé, l'exploitant ne s'assure pas de la bonne maintenance de son système d'extinction de type sprinklage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 4.4.3 et 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 4.4.3 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-après :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
Matières en Suspension	35
Hydrocarbures totaux	5
DCO	125
DBO5	100

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 à 9 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
Matières en Suspension	35
Hydrocarbures totaux	5

Article 4.5.2 : Auto-surveillance des eaux résiduaires - fréquences

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour les rejets n°1 à 9 :

Paramètre : fréquence
T° : annuelle
pH : annuelle
MEST : Annuelle
Hydrocarbures : Annuelle
DCO (rejet n°1) : Annuelle
DBO5 (rejet n°1) : Annuelle

Constats :

Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :

L'exploitant a présenté un rapport d'analyse des rejets en sortie de la station d'épuration autonome (point de rejet n°1), le paramètre hydrocarbures totaux n'a pas été mesuré. Pour les points de rejet vers le milieu récepteur n°2 à 9, l'exploitant n'a pas fourni les analyses prescrites.

Visite d'inspection du 21/10/2025 :

L'exploitant fournit 3 rapports d'analyse EUROFINs pour l'année 2024 :

- Rapport d'analyse AR-24-IV-152509-01 d'un prélèvement réalisé le 02/08/2024, matrice : eau de rejet/eau résiduaire, localisation du point de prélèvement : "SOUS STATION", nom du point de prélèvement : "sortie station"
- Rapport d'analyse AR-24-IV-219724-01 d'un prélèvement réalisé le 05/11/2024, matrice : eau de rejet/eau résiduaire, localisation du point de prélèvement : "PETIT BASSIN", nom du point de prélèvement : "Bassins/séparateur"
- Rapport d'analyse AR-24-IV-150053-01 d'un prélèvement réalisé le 02/08/2024, matrice : eau de rejet/eau résiduaire, localisation du point de prélèvement : "POMPE NUMERO 2 GRAND BASSIN", nom du point de prélèvement : "Bassins/séparateur"

L'exploitant explique que le premier rapport concerne le point de rejet n°1 c'est-à-dire la STEP autonome, correspondant avec la dénomination du point de rejet. Le rapport d'analyse indique un résultat de 45mg/l de matières en suspension (MES), soit un résultat supérieur à la valeur limite d'émission (VLE) du site prescrite (35 mg/l). De plus, le paramètre hydrocarbures totaux n'a pas été mesuré.

L'exploitant n'est pas en capacité d'expliquer à quels points de rejet correspondent les deux autres analyses réalisées. De plus, sur les 9 points de rejet réglementaires, seules des analyses sur 3 points de rejets ont été effectuées.

L'exploitant indique que la société VEOLIA est venue sur site le 19/10/2025 afin de réaliser les prélèvements pour l'analyse des rejets en 2025. L'exploitant indique que ces prélèvements ont été effectués sur 12 points de rejets (9 points réglementaires + 3 nouveaux points). L'exploitant indique que les 3 points supplémentaires correspondent aux eaux de toitures de la dernière extension du site réalisée, et que les points d'analyse en découlant sont au niveau des nouvelles vannes ajoutées pour la gestion des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.

Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité d'identifier clairement les points de rejet analysés, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral. Par ailleurs, une piste d'amélioration a été suggérée : intégrer dans les rapports d'analyse les valeurs des VLE applicables au site.

Constat : écarts relevés,

- Dépassement de la VLE pour le paramètre MES au niveau du point de rejet n°1 (STEP)
- Absence d'analyse du paramètre Hydrocarbures totaux pour le point de rejet n°1 (STEP)
- Absence d'analyse pour les points de rejet n°2 à n°9 (l'exploitant étant en incapacité de retrouver les points de rejet correspondant aux deux analyses de 2024).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Test de fermeture des portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 6

Thème(s) : Risques accidentels, Test de fermeture des portes coupe-feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;

- Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C [...] ;

Constats :

Rappel du constat de la visite d'inspection du 13/04/2021 :

La porte n°10 n'a pu être testée (position ouverte), l'exploitant doit expliquer la cause de ces difficultés et s'assurer que le fonctionnement des portes, en cas d'incendie, n'en est pas affectée (NC3).

Rappel du constat de la visite d'inspection du 28/11/2022 :

Absence de justification du bon fonctionnement de la porte n°10. Lors de l'inspection du

28/11/2022, l'exploitant mentionne que des actions correctives ont été mises en oeuvre pour lever la non-conformité précitée (NC3) sans apporter de justificatif.

Visite d'inspection du 21/10/2025 :

L'exploitant fournit le rapport de maintenance des portes coupe-feu coulissantes et battantes établi suite à l'intervention de la société FIVO Services les 29-30/04/2025. Ce rapport indique que la porte n°10 ne présente pas de non-conformité.

Constat : pas d'écart relevé, non-conformité levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ([...] portes coupe-feu, [...] notamment) [...].

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de maintenance des portes coupe-feu coulissantes et battantes établi suite à l'intervention de la société FIVO Services les 29-30/04/2025. Ce rapport fait état de 51 portes présentant des non-conformités.

L'exploitant fournit un bon de commande établi le 13/10/2025 auprès de la société FIVO services pour la levée de l'ensemble des réserves formulées dans le rapport susmentionné. L'exploitant précise que la visite d'intervention est prévue le jour de la visite d'inspection, soit le 21/10/2025.

L'inspection des installations classées demande qu'un test soit effectué sur la porte coupe-feu n° C9-02 située entre les cellules 8 et 9. L'essai de cette porte coupe-feu est satisfaisant (durée de fermeture automatique estimée à 17 secondes). Aucun obstacle ou stockage à proximité des portes coupe-feu des cellules 8 et 9 n'a été constaté.

Constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne maintenance des portes coupe-feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 - Annexe II 22

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de fonctionnement des groupes motopompes du système de sprinklage

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ([...] systèmes de détection et d'extinction, [...] notamment) [...].

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate au niveau du poste de garde que le tableau de surveillance des défauts des groupes motopompes, nécessaires au fonctionnement du système de sprinklage, affiche un voyant « DEF AUT » pour l'un des deux groupes motopompes (« *BRULEUR 2* »).

L'exploitant indique que l'allumage du voyant « DEF AUT » correspondrait au bon fonctionnement des groupes motopompes. L'inspection interroge alors l'exploitant sur l'absence d'allumage du voyant « *BRULEUR 1* ». Celui-ci répond que le voyant est en réalité allumé, mais qu'il faut placer la main en « puits » au-dessus de celui-ci pour distinguer la lumière. L'inspection souligne que, selon la logique avancée par l'exploitant, le voyant « *Fuite cuve fioul* » serait également considéré comme allumé, sa luminosité étant similaire à celle du voyant « *BRULEUR 1* ». L'exploitant conclut finalement qu'il doit s'agir d'un problème de LED.

Constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne maintenance du système de sprinklage, l'état des voyants sur le tableau de surveillance du poste de garde « *BRULEUR 1* » et "Fuite cuve fioul" ne permet ni de vérifier si le groupe motopompe 1 présente un défaut, ni de s'assurer de l'absence de fuite au niveau de la cuve fioul alimentant les groupes motopompes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Entretien annuel des séparateurs d'hydrocarbures - gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien annuel des séparateurs d'hydrocarbures

Prescription contrôlée :

[...] Les débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures sont vidangés et curés autant que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.

A minima la vérification du fonctionnement du dispositif d'obturation automatique et de l'alarme

ainsi que le nettoyage de la canalisation d'évacuation sont réalisés lors des opérations d'entretien.[...]

Les fiches de suivi d'entretien des débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme NF EN 858-2 ainsi que les bordereaux de traitement des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente une fiche de travail établie le 20/10/2025 par la société OL.ASS. Cette fiche indique que des essais d'alarmes ont été réalisés sur les séparateurs hydrocarbures "essais sonde OK", et que le niveau d'hydrocarbures sont hauts pour 3 des séparateurs, et le niveau de boues est saturé pour 1 des séparateurs. La fiche conclut sur la nécessité de procéder au pompage et écrémage des séparateurs. L'intervention est fixée au 23/10/2025.

L'inspection constate que la fiche de travail fait état de 6 séparateurs d'hydrocarbures, tandis que l'arrêté préfectoral du site n'en recense que 5.

Constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la vidange et du curage des débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures, ni de la vérification du fonctionnement du dispositif d'obturation automatique et du nettoyage de la canalisation d'évacuation selon la fréquence réglementaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) associés à la gestion des déchets dangereux issus du curage des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures des années précédentes. L'exploitant confirme que le curage a bien été réalisé, mais est dans l'incapacité de fournir les BSD demandés.

L'inspection consulte la plateforme TrackDéchets, permettant d'accéder aux BSD émis par l'exploitant. Entre le 01/01/2022 et la date de l'inspection, soit le 21/10/2025, seuls 3 BSD ont été émis pour des déchets déchets contenant des hydrocarbures (code déchet 16 07 08*):

- BSD-20231107-H3AMWE0H6, pour une quantité d'eaux hydrocarburées (code déchet 16 07 08*) estimée à 20 tonnes
- BSD-20231107-Y20965DZ4, pour une quantité d'eaux hydrocarburées (code déchet 16 07 08*) estimée à 25 tonnes
- BSD-20231109-TB4C631BX, pour une quantité d'eaux hydrocarburées (code déchet 16 07 08*) estimée à 20 tonnes

L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer à quoi correspondent ces BSD, ni de l'intervention qui aurait généré une quantité telle de déchets.

Excepté ces 3 BSD, aucun autre BSD n'a été émis pour des déchets déchets contenant des hydrocarbures (code déchet 16 07 08*) entre le 01/01/2022 et la date de l'inspection, soit le 21/10/2025.

L'inspection questionne également l'exploitant sur les déchets issus du pompage des boues de la STEP, aucun BSD associé à des déchets de STEP (code déchets 07 02 11*) n'ayant été émis entre le 01/01/2022 et la date de l'inspection, soit le 21/10/2025. L'exploitant, bien qu'ayant confirmé la réalisation de ces pompages, n'est pas en mesure de justifier du devenir des boues de STEP pompées lors de cette période.

L'inspection constate également que plus aucun BSD n'a été émis pour des déchets dangereux depuis le 08/07/2024. L'exploitant indique que cela fait suite à une révision de leur gestion des déchets dangereux, avec une démarche de diminution des déchets générés par l'exploitation (à titre d'exemple donné par l'exploitant : isolement d'un bidon défectueux plutôt que de la palette entière). L'exploitant indique que les déchets dangereux sont stockés dans le local déchets, en attendant que la quantité soit assez importante pour procéder à un envoi en centre de traitement, et qu'il n'y a pas eu de départ depuis juillet 2024.

Constat : écart relevé, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir le bon traitement ou élimination des déchets produits par son établissement, dans des conditions propres permettant de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

[...] En cas d'incendie, les réseaux sont obturés et le confinement des eaux d'extinction est assuré dans un bassin étanche. [...]

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection observe la présence de deux fissures sur la bâche du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Ces dégradations font douter de l'intégrité de l'ouvrage et, par conséquent, de sa capacité à empêcher toute infiltration en cas de réception d'eaux d'incendie.

À l'exception de ces deux fissures, l'inspection constate que :

- le bassin est vide ;
- aucun dépôt ou matière n'est présent au fond de l'ouvrage.

Un test de la vanne martelière permettant l'isolement du réseau est réalisé à la demande de l'inspection. Ce test est concluant, l'inspection constate la bonne fermeture de la vanne. Cependant, l'inspection relève un manque d'organisation et de maîtrise du réseau ainsi que des procédures à suivre en cas d'incendie de la part de l'exploitant et du personnel présent sur site. En effet, le fonctionnement de la vanne a dû être expliqué au moment du test par le propriétaire, et non par l'exploitant lui-même.

Constat : écart relevé, l'étanchéité du bassin n'est pas garantie en raison des deux fissures constatées sur la bâche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...]Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 [...].

Constats :

L'exploitant fournit un Plan d'Opération Interne (POI) pour son établissement, version 1 en date du 09/09/2024.

Constat : pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet un rapport de l'APAVE intitulé "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident", Version 0 datée du 06/02/2024. Ce rapport détaille les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. Le POI, dont la dernière version date du 09/09/2024, n'intègre pas les données de ce rapport.</p> <p>constat : écart relevé, la liste des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis a bien été établie, cependant elle n'a pas été intégrée à la dernière version du POI du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant transmet un rapport de l'APAVE intitulé "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident", Version 0 datée du 06/02/2024.

Ce rapport détaille les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux. Cependant, le POI, dont la dernière version date du 09/09/2024, n'intègre pas les données de ce rapport.

constat : écart relevé,la liste des équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux a bien été établie, cependant elle n'a pas été intégrée à la dernière version du POI du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet un rapport de l'APAVE intitulé "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident", Version 0 datée du 06/02/2024.</p> <p>Il est indiqué dans le rapport que l'intervention en cas d'accident, en astreinte, est confiée à APAVE EXPLOITATION FRANCE, au travers d'un contrat d'astreinte précisant les modalités et coûts prévisionnels d'intervention.</p> <p>Ce contrat signé n'a pas été présenté à l'inspection des installations classées, ne permettant pas de justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p> <p><u>constat : écart relevé</u>, l'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois